

VIRTUAL THINK TANKS AND EXPERTS GROUP MEETING

UNECA, November 24 – 25, 2020

Accélérer la capture du dividende démographique au Mali: Budgétisation sensible au dividende démographique

Auteurs :

1. **Sadou DOUMBO**, Directeur Général de l'Observatoire national du Dividende démographique – Mali, sadoudoumbo@gmail.com / sadou.doumbo@univ-thies.sn
2. **Pr. Latif DRAMANI**, Coordinateur du Centre régional d'excellence en Economie Générationnelle (CREG) – Sénégal, latif.dramani@creg-center.org

Résumé :

A travers l'adoption de la feuille de route de l'Union Africaine pour la capture du dividende démographique, les Chefs d'Etat africains s'engagent à investir massivement des ressources en vue d'accélérer la transition démographique et profiter du potentiel de la population d'ici à 2063. Le dividende démographique n'étant pas automatique et garanti, il est important d'identifier les investissements les plus porteurs pour sa capture. Les pays en Afrique subsaharienne et ceux du Sahel en particulier connaissent un accroissement rapide de leur population. L'accroissement rapide de la population et les taux de dépendance élevés affectent l'efficacité des structures budgétaires des familles et de l'Etat. En effet, en général, les ressources vont à la satisfaction des besoins sociaux de plus en plus croissants en défaveur des dépenses d'investissement dans le capital humain et dans l'emploi des jeunes. Les pays qui connaissent également des crises sécuritaires, environnementales et alimentaires récurrentes voient leur chance de profiter du dividende démographique presque annihilés.

Le budget de l'Etat constitue le premier instrument de développement pour ces pays. Notre analyse essaie de mesurer les effets des dépenses publiques sur la trajectoire du dividende démographique au Mali. Il s'appuie sur une méthodologie simple qui mesure les élasticités relatives des dépenses dans les différentes fonctions budgétaires sur les indices de mesure du dividende démographique : capital humain, transformation de l'économie, gouvernance et réseaux et territoire. Par les résultats obtenus, il montre que les fonctions de la dimension « Transformation de l'économie » ont des élasticités élevées comparées aux autres fonctions. Le niveau de l'élasticité est contre-intuitif pour les investissements dans l'éducation et la santé, certainement du fait des faiblesses en matière de planification stratégique dans ces secteurs et des besoins croissant. Il invite les décideurs à prioriser les investissements dans les secteurs du capital humain et à rationaliser les dépenses de fonctionnement des institutions.

Mots clés : dividende démographique, dépenses publiques, planification stratégique

Table des matières

Introduction	2
1. Budget programme et dividende démographique au Mali	3
1.1. Le budget – programme	3
1.2. Le dividende démographique : situation au Mali	5
2. Méthodologie et données utilisées dans le cadre de l’analyse des liens budget – performances du dividende démographique	1
3. Les résultats	2
Conclusion et recommandations de politiques	4
Reference bibliographique	5

Tableau 1 : Elasticités budgétaires suivant les fonctions du budget.....	3
--	---

Figure 1 : Répartition du budget suivant les fonctions.....	4
---	---

Figure 2 : Représentation de la contribution des dimensions à l’indice de suivi du dividende démographique au Mali - 2017	6
---	---

Figure 3 : Axes stratégiques du CREDD et allocations budgétaires	6
--	---

Figure 4 : Passage de la classification fonctionnelle du budget à une classification tenant compte des dimensions du dividende démographique	2
--	---

Figure 5 : Simulations des niveaux de DDMI par fonctions budgétaires pour l’année 2019	3
--	---

Introduction

Avec une superficie de 1 241 238 km², le Mali est l'un des pays sahéliens les plus vastes. Sans débouchés sur la mer, son économie repose sur les secteurs primaire et tertiaire. Bien que la croissance économique se situe en moyenne à 5% ces dernières années, elle peine à réduire considérablement le niveau de la pauvreté et des inégalités. Le taux de pauvreté se situe en 2017, à 44,9% contre 47,2% en 2015 et cache de fortes inégalités selon les sexes, le statut socio-professionnel et le milieu de résidence¹.

La croissance démographique rapide (3,6% par an) et la structure démographique marquée par l'extrême jeunesse de la population, combinées à la récurrence des crises sociopolitiques, sécuritaires et alimentaires, ont des incidences sur les décisions publiques en termes d'allocations et de priorisation des investissements publics. La mise en œuvre de vastes réformes dans les secteurs de la gouvernance et de la sécurité et la gestion de la forte demande sociale comptent parmi les plus grandes priorités de l'Etat, dans le but d'asseoir une bonne gouvernance et une paix sociale pour l'épanouissement des populations. Au rythme de croissance démographique actuel, la demande sociale va croître plus vite que les ressources disponibles. Par exemple, selon une étude de la Banque Mondiale (2009), les dépenses totales de santé représenteront 19% du PIB en 2035 contre 7% du PIB en 2004 tout en ne permettant que de garder les mêmes taux de couverture de services que ceux constatés en 2007.

La population du Mali croît à un rythme rapide. De 3,5 millions d'habitants en 1960, elle est passée à 14,5 millions d'habitants en 2009 et pourrait doubler d'ici à 2035. La croissance démographique est plus forte dans les villes qu'en milieu rural du fait de la migration interne, en grande partie économique. Toutefois, l'on assiste à une polarisation de la capitale, Bamako qui concentre plus de 40% de la population urbaine et compte pour 36% de l'économie nationale (Banque mondiale, 2018). La population malienne est très jeune. En 2015, les moins de 15 ans représentent 47,1% de la population totale, résultante d'une forte fécondité malgré une mortalité infantile encore élevée. La population potentiellement active (15 ans et +) représente environ 52% de la population totale, une proportion relativement faible pour espérer capturer un dividende démographique du fait du niveau élevé de dépendance démographique, source de besoins sociaux croissants. Les plus jeunes sont plus touchés par le chômage. Selon les données de l'enquête modulaire permanente auprès des ménages (INSTAT, 2019), le chômage frappe plus les jeunes (10,8% chez les 15 – 24 ans) et les femmes (6,1%) contre 5,4% chez la population d'actifs potentiels. Le secteur informel est prédominant en termes de création d'emplois. Les défis liés à l'emploi des jeunes sont énormes car chaque année, plus de 200 000 jeunes entrent sur le marché du travail.

L'indice de compétitivité des infrastructures classe le Mali au 118^e rang sur 137 économies analysées en 2017 (*World Economic Forum*, 2017). Ce rapport souligne un déficit d'infrastructures dans le domaine des transports, des télécommunications et de l'énergie

¹ Ministère de l'Economie et des Finances, 2019 : Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD) 2019 – 2023.

contraignant le développement industriel, le développement des marchés et la croissance économique.

Au regard de ces contraintes, il importe de mesurer à quel point le budget de l'Etat peut contribuer à atteindre les objectifs de croissance économique et de dividende démographique au Mali. Le dividende démographique se mesure à travers les changements positifs dans les indices synthétiques de ces composantes : dépendance économique, capital humain, qualité du cadre de vie, dynamiques de la pauvreté, réseaux et territoire (CREG, Manuel de formation sur les dimensions et les indicateurs du dividende démographique, 2016).

Cette analyse tente de faire un lien entre et la structure du budget national avec les indicateurs de suivi du dividende démographique. Il s'agit d'une analyse partielle du fait qu'elle ne tient compte que du budget national et ne prend pas en compte les autres sources de revenus (rémunération du travail salarié et de l'auto-emploi) qui entrent dans le calcul du déficit de cycle de vie² (différence entre le niveau de consommation et le revenu du travail). En effet, la consommation finale est conçue comme la somme des consommations privées et publiques, ces dernières étant le fait de l'exécution du budget d'Etat. Elle ne tient pas non plus compte des ressources de l'aide au développement mobilisées en dehors de l'appui budgétaire. En effet, une part non négligeable de l'aide au développement ne passe pas par les canaux habituels de la chaîne de dépenses publiques et est exécutée au profit des populations à travers des unités autonomes de gestion de projets.

Les résultats obtenus à travers une méthodologie simplifiée permettent de montrer à quel point la structure du budget peut favoriser la capture du dividende démographique si des efforts sont faits dans certains domaines pour renforcer le capital humain afin de profiter du potentiel de la population.

1. Budget programme et dividende démographique au Mali

1.1.Le budget – programme

L'Etat a entre autres responsabilités, la formulation et la mise en œuvre de politiques et programmes de développement, d'amélioration des conditions de vie des populations et de réduction des inégalités et de création d'un environnement favorable à la création et à la répartition de richesses. Il intervient à travers le budget d'Etat pour investir et transférer des ressources entre acteurs institutionnels. L'exécution du budget appelle des dépenses de fonctionnement des administrations publiques, d'investissements mais également de transferts.

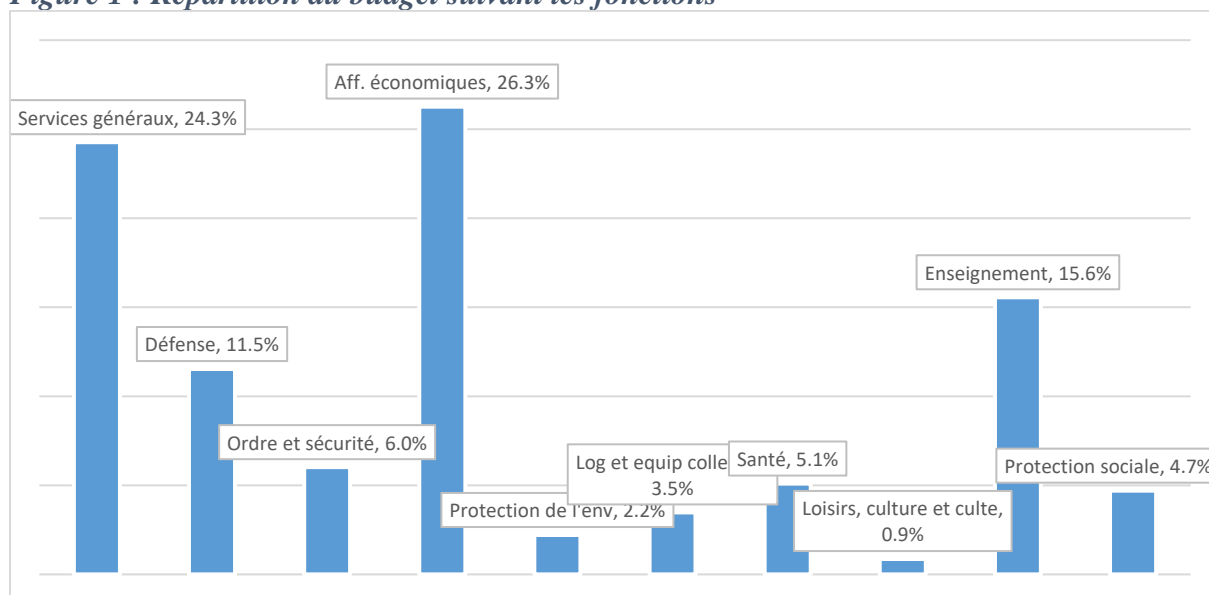
Le Mali à l'instar des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), s'est engagé dans la mise en œuvre d'une planification, d'une exécution et d'un suivi budgétaire suivant les principes du budget – programme (Directive 01 et Directives 06 à 10 / 2009 / CM / UEMOA). La Directive n°08 porte essentiellement sur la nomenclature budgétaire. Depuis quelques années, le Mali applique ces principes dans le cadre des processus de budgétisation.

² Le déficit du cycle de vie entre dans le calcul de l'indicateur de couverture de la dépendance économique, une des composantes de l'indicateur synthétique de suivi du dividende démographique

L'application de ces directives améliorent la planification, la prévisibilité et la transparence des interventions et des ressources grâce à une planification sur le moyen terme au travers de programmes et non plus d'institutions exclusivement.

Dans le cadre du budget – programmes, les ressources peuvent être affectées suivant une classification fonctionnelle. En 2019, le budget du Mali (environ 2 410 milliards de FCFA) est réparti suivant dix fonctions : (i) services généraux de administrations publiques, (ii) défense, (iii) ordre et sécurité publics, (iv) affaires économiques, y compris agriculture, (v) protection de l'environnement, (vi) logement et équipements collectifs, (vii) santé, (viii) loisirs, culture et culte, (ix) enseignement et (x) protection sociale. Un total de 145 programmes sont répartis entre ces 10 fonctions budgétaires.

Figure 1 : Répartition du budget suivant les fonctions



Source : Direction Générale du Budget, Loi des Finances 2019

Le Mali est un pays à vocation agricole et le secteur primaire reste le premier contributeur à la croissance économique. Le budget alloué au secteur de l'agriculture représente 15% du budget global. Le secteur économique (agriculture compris) et les services généraux représentent chacun environ un quart du budget. La structure démographique et les besoins croissants dans le secteur de l'éducation expliquent le volume de ressources allouées à l'enseignement même si les indicateurs de performance (accès, maintien et qualité) restent encore en dessous des objectifs fixés. Le budget alloué à la santé reste toutefois très largement en deca de l'engagement pris à Abuja d'allouer 15% du budget à la santé (2001). Dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la gestion des conflits, les prévisions de dépenses dans la défense et la sécurité atteignent 17,5% du budget. Des efforts considérables sont faits par le Gouvernement pour la réduction des inégalités : programmes de filets sociaux, bourses, assurance maladie et assistance médicale. Toutefois, le budget alloué à la protection sociale, même s'il est en hausse, reste à un niveau relativement bas (2,2% du budget). Cette répartition budgétaire tient compte des engagements pris au niveau international mais aussi des orientations et priorités contenues dans le document de référence en matière de développement (CREDD 2019 – 2023).

Au terme de l'exécution budgétaire, les dépenses en capital représentent 31,6% des liquidations, les dépenses en personnel (23,9%) et les transferts et subventions (17%). Cette situation montre le poids élevé des dépenses de fonctionnement dans le budget de l'Etat.

1.2. Le dividende démographique : situation au Mali

Le dividende démographique se définit comme l'accélération de la croissance économique du fait des changements dans la structure démographique (transition démographique). Toutefois, il n'est pas automatique et nécessite pour sa capture, que des investissements massifs soient réalisés dans l'éducation / formation, la santé, l'emploi et la gouvernance. Il s'agit là donc des piliers du dividende démographique tels que retenus dans la feuille de l'Union Africaine « tirer profit du dividende démographique en investissant massivement dans la jeunesse » (Décision des Chefs d'Etat de l'Union Africaine n°601 – *Assembly/AU/Dec.601 (XXVI)*, 2016).

Plusieurs approches sont proposées pour mesurer les probabilités de capture du dividende démographique par un pays. Le réseau International sur les comptes nationaux de transfert (NTA) fait des changements dans le niveau et la structure du déficit du cycle de vie, un instrument de mesure de la trajectoire du dividende démographique. Population Reference Bureau (PRB) développe des outils de simulation sur la base des piliers du dividende démographique (transition démographique, éducation, santé, emploi, gouvernance).

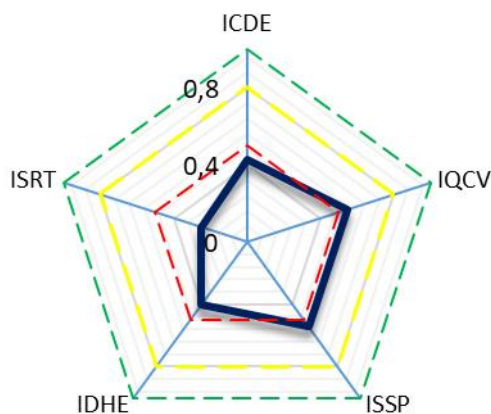
Dans le cadre du renforcement des capacités des observatoires de suivi du dividende démographique, le Centre de recherche en économie générationnelle (CREG) a développé avec UNFPA et le *Sahel Women Empowerment and Demographic Dividend Project (SWEDD)* un manuel de mesure du dividende démographique. La méthodologie préconisée est utilisée dans le cadre de ce travail. Elle retient 5 dimensions complémentaires du dividende démographique : (i) l'indicateur de la couverture de la dépendance économique (ICDE), (ii) l'indicateur de la qualité du cadre de vie (IQCV), (iii) l'indicateur de sortie de la pauvreté (ISSP), (iv) l'indicateur de développement humain élargi (IDHE) et (v) l'indicateur synthétique des réseaux et territoire (ISRT). Un indicateur composite est calculé pour chacune des dimensions. L'indicateur de suivi du dividende démographique (*Demographic Dividend Monitoring Index*) est ensuite obtenu comme la moyenne géométrique des indicateurs synthétiques des dimensions, suivant la formule suivante :

$$DDMI = \sqrt[5]{ICDE * IQCV * ISSP * IDHE * ISRT}$$

Le calcul du DDMI fait appel à des approches théoriques comme l'économie générationnelle (NTA, déficit du cycle de vie), le *better life index* (OCDE), le développement humain (PNUD), l'économie de la pauvreté et les *clusters*. Son estimation nécessite l'utilisation d'une centaine d'indicateurs de sources nationales (données d'enquêtes, comptes macroéconomiques, données administratives et projections démographiques) ou de données fournies par les organisations internationales lorsque les données nationales ne sont pas disponibles.

La valeur du DDMI est comprise entre 0 et 1 (ou entre 0 et 100) et indique la position du pays en termes de profit du dividende démographique. Utilisant cette méthodologie, il a été obtenu pour le Mali, un DDMI de 0,442 en 2017, inférieur à la valeur moyenne de performance (entre 0 et 0,8).

Figure 2 : Représentation de la contribution des dimensions à l'indice de suivi du dividende démographique au Mali - 2017



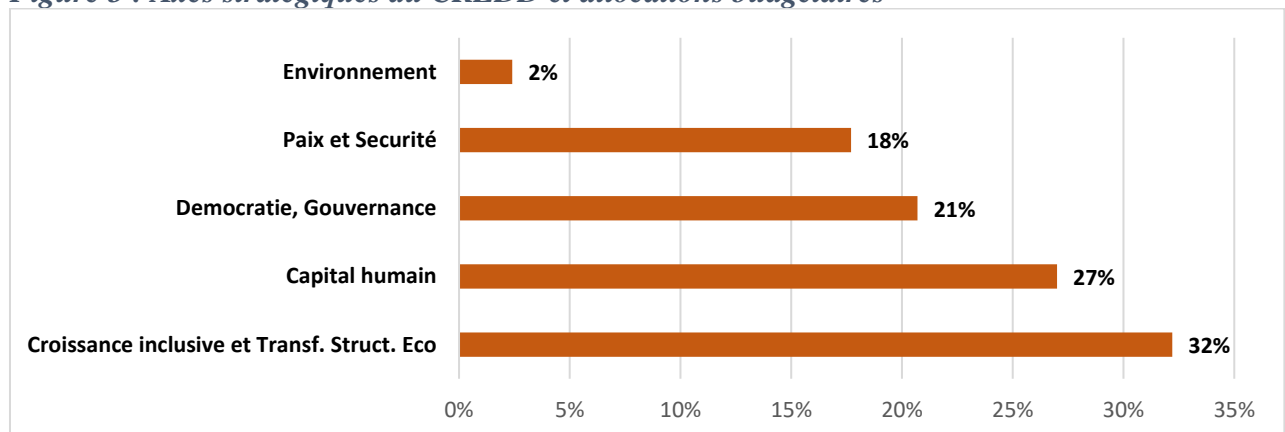
Source : CREG et Equipe de recherche Mali, 2017

Le figure ci-contre fournit des indications sur les niveaux de performances du pays pour les différentes dimensions. Les insuffisances en termes d'aménagement du territoire et de disponibilité des infrastructures socio-économiques (ISRT = 0,25), la couverture de la dépendance économique (0,43) et le niveau de développement humain élargi (IDHE = 0,40) contraignent le niveau de DDMI (0,442). Par contre, la qualité du cadre de vie (IQCV = 0,55) et les probabilités de transition ou de maintien en dehors de la pauvreté (ISSP = 0,55) sont à des niveaux moyens.

En conclusion, les résultats indiquent une nécessité d'investir plus dans les domaines de m'autonomisation (en particulier des femmes et des jeunes) pour améliorer la couverture de la dépendance économique, dans le développement économique régional en vue de réduire les inégalités spatiales et le niveau de polarisation de la capitale et enfin, dans les domaines de l'éducation et de la santé pour renforcer le capital humain. Ces investissements seront toutefois plus rentables si le niveau de dépendance, donc le rythme de croissance des besoins sociaux est réduit à travers une baisse de la fécondité des femmes. En effet, le rythme de croissance démographique élevé (3,6% an) réduit les chances du pays de faire du budget un véritable instrument de développement.

Les priorités définies dans le cadre de la mise en œuvre et du financement du cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD) 2019 – 2023 semblent s'inspirer des résultats de l'analyse des dimensions du dividende démographique (figure 3).

Figure 3 : Axes stratégiques du CREDD et allocations budgétaires



Source : CREDD 2019 – 2023

En effet, ce cadre de référence alloue, dans son scénario optimiste et dans l'ordre de priorité, plus de ressources à la transformation structurelle de l'économie, à la gouvernance (y compris territoriale) et au développement du capital humain.

Le CREDD fait de la mobilisation de ressources internes additionnelles, la première stratégie, hors endettement, pour combler le gap de 88,9 milliards en moyenne par an, pour un coût total de 14 320 milliards

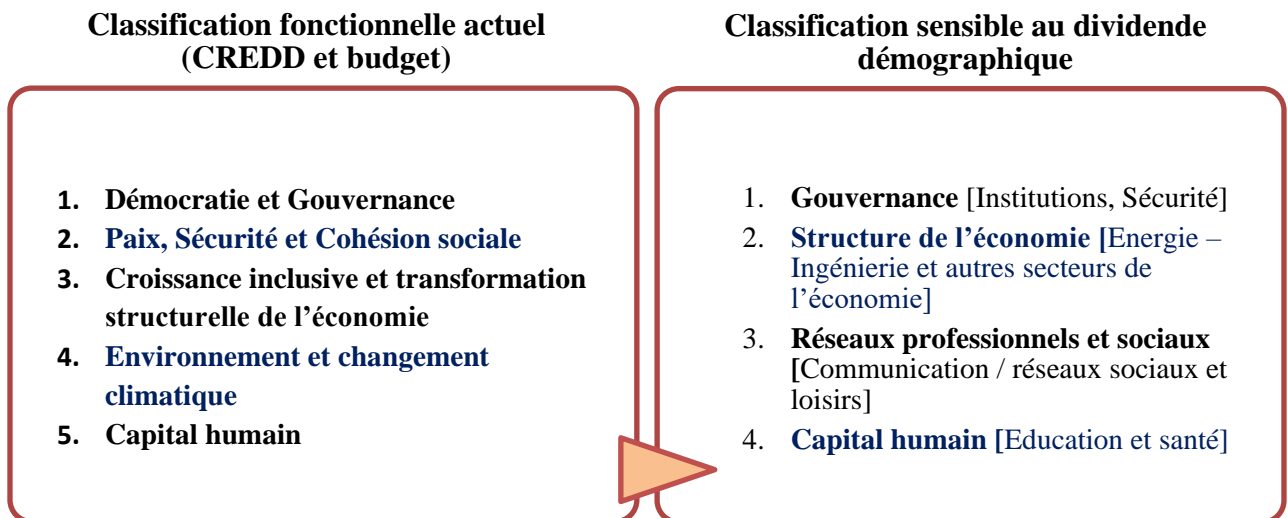
FCFA sur la période 2019 – 2023. L'emploi, le renforcement de la productivité et l'amélioration des infrastructures sont des domaines qui nécessiteront donc une plus grande attention de la part des décideurs, pour réaliser cet objectif. Il faudrait toutefois tenir compte de la dynamique démographique car, pour un pays sahélien et enclavé comme le Mali, le niveau de budget reste largement inférieur aux besoins

2. Méthodologie et données utilisées dans le cadre de l'analyse des liens budget – performances du dividende démographique

La méthodologie proposée consiste à établir un lien entre le niveau et la structure du budget et les composantes de l'indicateur de suivi du dividende démographique.

- (i) La première étape consiste en une reclassification des dépenses budgétaires. Pour ce faire, les 10 fonctions budgétaires sont regroupées en 8 fonctions. Les 5 dimensions du DDMI sont, elles aussi, regroupées en 4 composantes : (i) capital humain, (ii) gouvernance, (iii) transformation de l'économie et (iv) réseaux professionnels et sociaux.
- (ii) Les 8 fonctions budgétaires sont ensuite réparties entre les 4 composantes. La figure ci-dessous donne une représentation schématique du passage de la classification fonctionnelle actuelle à une classification « sensible à la structure du dividende démographique ». Les dépenses budgétaires des différentes institutions sont ensuite reclassées entre les différentes fonctions, suivant leur nature : fonctionnement, investissement et transfert. Les détails de l'exécution budgétaire permettent de reclasser les dépenses ordinaires et les dépenses en capital en fonctionnement, investissement ou transfert.

Figure 4 : Passage de la classification fonctionnelle du budget à une classification tenant compte des dimensions du dividende démographique



Source : CREG, 2019

- (iii) L'étape 3 consiste à déterminer les élasticités budgétaires pour chacune des 8 fonctions. Les élasticités budgétaires liées à chaque fonction sont obtenues en estimant les paramètres du modèle suivant avec « j » la fonction budgétaire et « k » la nature du budget (formule ci-dessous). Les élasticités mesurent les effets attendus de l'allocation d'un pourcent de ressources supplémentaires sur le DDMI de la fonction concernée.

$$Indice_DDMI_j = \sum_{k=1}^3 \beta_{jk} \log(Budget_{jk}) + \varepsilon_j$$

Dans le cadre de cette analyse, une structure budgétaire moyenne (par nature et suivant les fonctions) a été calculée pour les années 2008 – 2017. Cette structure moyenne a été intégrée au modèle pour déterminer les élasticités budgétaires. Le DDMI simulé de chaque fonction a ensuite été comparée au DDMI réalisé (initialement calculé) pour les années 2014 - 2017 afin d'apprécier la robustesse des élasticités budgétaires estimées et liées au dividende démographique.

- (iv) A partir de la structure d'élasticités ainsi calculées, il devient possible de simuler les performances dans les DDMI de chaque fonction lorsque la structure budgétaire est connue.

3. Les résultats

Les résultats de la modélisation et de la simulation sont présentés ci-dessous. Est également présenté une simulation sur la structure attendue des DDMI des fonctions sur la base de la répartition du budget national de 2019 entre les différentes fonctions.

Tableau 1 : Elasticités budgétaires suivant les fonctions du budget

Fonctions	Budget elasticity		
	Fonctionnement	Investissement	Transfert / subventions
Santé	0,166	0,060	0,109
Education	0,049	-0,007	0,023
Institutions	0,044	0,041	0,047
Sécurité	0,113	0,022	-0,011
Réseaux professionnelle	0,048	0,030	-0,012
Réseaux sociaux	0,302	-0,125	0,007
Energie – Ingénierie - BTP	-0,007	0,097	0,037
Autres secteurs de l'économie	0,033	0,088	0,022

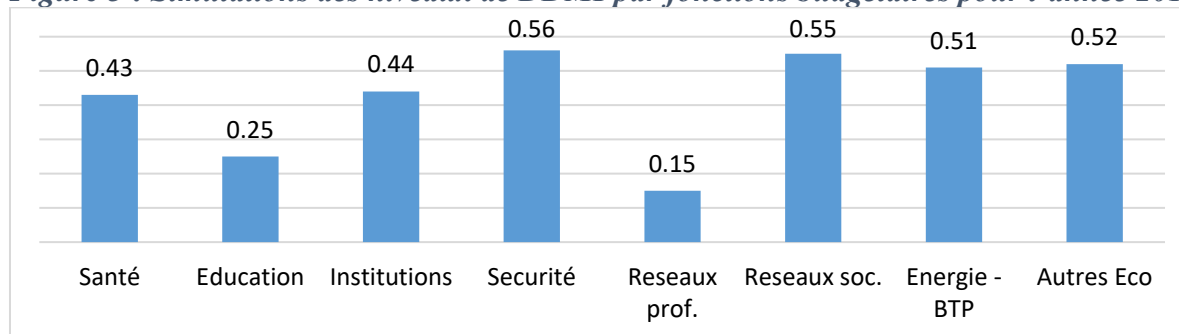
Source : CREG et Equipe nationale de travail, 2019

Les effets les plus importants sont enregistrés pour les fonctions santé, sécurité et réseaux sociaux. Ces résultats indiquent qu'il est plus profitable d'investir des ressources additionnelles dans ces secteurs afin d'améliorer les performances du pays dans la réalisation du dividende démographique. Par contre, ces résultats indiquent que les investissements dans les dépenses ordinaires sont en général plus profitables que celles dans les investissements ou les transferts.

Les transferts / subventions dans la santé présentent des effets positifs sur le « DDMI Santé ». Ce résultat semble confirmer la pertinence dans les actions de renforcement de la protection sociale, en particulier l'assurance maladie obligatoire et le régime d'assistance médicale mis en place par le gouvernement depuis quelques années. Toutefois, les dépenses d'investissement dans le secteur de l'éducation présentent des effets de contrainte sur le DDMI du secteur. Cela pourrait être le signe de la faiblesse de la qualité des processus de planification au sein de ce secteur. En effet, en plus de la croissance démographique rapide, de la grande superficie du territoire et de la faiblesse des budgets alloués, certains investissements programmés sont convertis en fonctionnement ; et cela sans changement dans la nomenclature budgétaire.

Les résultats obtenus ont été utilisés pour simuler les DDMI – fonctions et le DDMI attendus pour 2019, suivant la structure budgétaire arrêtée dans la Loi des Finances, comparativement à la structure budgétaire de 2017. Le DDMI global atteindrait 0,420 (42 sur une échelle de 100) en 2019 contre 0,417 en 2017. Le graphique ci-dessous fournit les DDMI par fonction pour 2019.

Figure 5 : Simulations des niveaux de DDMI par fonctions budgétaires pour l'année 2019



Source : CREG et Equipe nationale, 2019

Conclusion et recommandations de politiques

La méthodologie utilisée dans le cadre de ces recherches a l'avantage d'être simple. Elle reste toutefois à être améliorée pour une utilisation plus généralisée dans le cadre de la programmation budgétaire tout en tenant compte des critères et directives édictées au niveau communautaire. Les analyses ici faites sont en grande partie consistantes avec les priorités nationales adoptées dans le cadre pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019 – 2023 : les allocations budgétaires dans les axes stratégiques « Croissance inclusive et transformation structurelle de l'économie » et « Développement du capital humain » sont plus importantes que celles dans les autres axes prioritaires du CREDD. La gouvernance, la sécurité et la protection sociale doivent être, comme le montre les résultats obtenus, des piliers pour la réalisation de performances plus grandes dans la recherche d'un dividende démographique.

Pour réaliser ces performances et améliorer les conditions de vie des populations, il urge :

- d'accroître l'efficacité du budget en renforçant les interrelations entre planifications stratégiques (CREDD) et processus budgétaires ;
- d'investir massivement dans le capital humain en tenant compte de la dynamique et de la structure démographique pour favoriser une transition démographique rapide et une contribution plus grande des femmes et des jeunes à la couverture de la dépendance économique ;
- d'étendre les programmes de protection sociale et de résilience face aux chocs ;
- de rationaliser les dépenses en particulier dans la fonction « Institutions ».

L'un plus grand défi pour un pays comme le Mali reste d'apporter une réponse aux besoins sociaux sans cesse croissants, dans un contexte marqué par des contraintes multidimensionnelles. Ce défi peut être surmonté par une meilleure planification budgétaire basée sur des programmes de moyens termes comme c'est le cas du processus de budget – programme. Il apparaît désormais opportun et indispensable d'intégrer dans ce processus, la vision de la réalisation du dividende démographique pour le bien-être des générations présentes et futures.

Reference bibliographique

Banque mondiale, 2018. Bamako, un moteur de croissance et de prestation, 116 p.

Banque Mondiale, 2009. Le Mali, face au défi démographique, 102 p.

CREG – CREFAT – UNFPA, 2016. Manuel de formation sur les dimensions et indicateurs de suivi des observatoires du dividende démographique, 110 p.

CREG, 2019. Prise en compte du dividende démographique dans les plans nationaux de développement des pays SWEDD, Rapport d'enquête, Thiès, Sénégal, 33 pages ;

Mali, Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Population, 2016. Rapport national sur le profil du dividende démographique au Mali, Bamako, Mali, 70 pages.

Mali, Ministère de l'Economie et des Finance, 2019. Cadre stratégique pour la relance économique et le développement durable (CREDD 2019 – 2023), Bamako, Mali, 148 pages.

National Transfer Account Network. www.ntaccounts.org (site du réseau international des comptes nationaux de transferts)

Nations Unies, 2013. Measuring and Analysing the Generational Economy, National Transfer Account Manual, Population Division, New York, 208 p.

PRB, 2019. Comment le changement de la structure par âge peut favoriser le développement, <https://thepaceproject.org/wp-content/themes/pace/4dividendes/index.html>, (téléchargé le 16 novembre 2020).

S. Doumbo et Dramani L., 2020. La programmation budgétaire sensible à la capture du dividende démographique : Le cas du Mali, communication présentée à la 13^{ème} Conférence internationale des comptes nationaux de transfert (NTA), Honolulu, Hawaï

UEMOA, 2009. Directive 01 et Directives 06 à 10 / 2009 / CM / UEMOA

UNFPA, 2019. Programmation du dividende démographique : de la théorie à l'expérience, Dakar, Sénégal, 147 pages.